

A/PM/2023/01/011

REGLEMENTANT **LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT** **CHEMIN DU CABANIS**

	<p>Le Maire de Montagnac</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-22 , L 2212-2 et L 2213-1 à L 2213-6. • Vu le code de la route et notamment les articles L.411-1 à L.411-7, R110-1,R110-2, R.411-8, R.411-25, R.417-3 et R.417-12. • Vu l'instruction interministérielle en cours sur la signalisation routière, livre I, quatrième, cinquième, septième et huitième parties. • Vu l'article R 610-5 du code pénal. • Vu la demande d'arrêté municipal de police de la circulation en date du 09/01/2023 De BANO TP – 13 rue Pierre Paul Riquet 34300 AGDE <p style="text-align: center;"> Concernant les travaux d'une installation nouvelle sur le réseau eaux usées Au n°32 Chemin du Cabanis Du lundi 23 janvier 2023 au vendredi 10 février 2023 inclus, </p> <ul style="list-style-type: none"> • Considérant que la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie publique peuvent compromettre la sécurité des usagers et la commodité de la circulation à cette occasion. • Considérant qu'il y-a lieu d'apporter des restrictions à la circulation et au stationnement à cette occasion.
<p>ARTICLE 1</p>	<p>La chaussée sera rétrécie Chemin du Cabanis</p> <p style="text-align: center;">Du lundi 23 janvier 2023 au vendredi 10 février 2023 inclus,</p>
<p>ARTICLE 2</p>	<p>Le stationnement sera interdit, Chemin du Cabanis à proximité du n°32</p> <p style="text-align: center;">Du lundi 23 janvier 2023 au vendredi 10 février 2023 inclus,</p>
<p>ARTICLE 3</p>	<p>Des panneaux de signalisation regroupant cet arrêté seront mis en place <u>par le pétitionnaire</u> pour permettre l'application et le respect de cet arrêté,</p>
<p>ARTICLE 4</p>	<p>Monsieur Le Secrétaire Général, Messieurs les agents assermentés de la Commune, Monsieur Le Chef de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.</p>

La présente décision peut être attaquée devant le Tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de la présente notification.
Notifié le :

Fait à Montagnac, le 11/01/2023
Le Maire
Yann LLOPIS


